

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité – Justice

PREMIER MINISTERE



Décret n° 207-2007 fixant le repos
hebdomadaire et les horaires de travail
sur l'ensemble du territoire national

LE PREMIER MINISTRE,

**SUR RAPPORT CONJOINT DU MINISTRE DE L'EMPLOI, DE
L'INSERTION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU
MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION;**

- Vu la Constitution du 20 juillet 1991, rétablie et modifiée aux termes de la loi constitutionnelle n° 2006-014 du 12 juillet 2006 ;
- Vu la loi n°2004-017 du 6 juillet 2004 portant Code du travail, notamment en ses articles 174 et 175 ;
- Vu le décret n° 157-2007 du 6 septembre 2007 relatif au conseil des ministres et aux attributions du Premier ministre et des ministres ;
- Vu le décret n°53-2007 du 20 avril 2007 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le décret n°057-2007 du 28 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°131-2007 du 9 juillet 2007 fixant les attributions du ministre de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation professionnelle et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n°099-2007 du 21 juin 2007 fixant les attributions du ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

Le Conseil des Ministres entendu le 12 décembre 2007

DECRETE :

Article Premier : Le présent décret a pour objet de fixer, le jour de repos hebdomadaire ainsi que les horaires de travail, sur tout le territoire national.

Article 2 : La durée de travail hebdomadaire est de quarante heures.

Dans les services publics et établissements publics, le vendredi est jour de repos hebdomadaire.

L'horaire officiel du travail dans ces services commence à huit heures et prend fin à seize heures, les dimanche, lundi, mardi, mercredi et jeudi.

Le samedi est un jour de repos supplémentaire.

Des arrêtés du Premier ministre peuvent apporter, en tant que de besoin, les aménagements nécessaires à cet horaire.

Article 3 : Sont exemptés de l'application de l'horaire prévu à l'article 2 ci-dessus, les services publics suivants :

- les forces armées et de sécurité ;
- les hôpitaux, dispensaires et postes de santé ;
- les établissements scolaires et universitaires ;
- les établissements publics de l'information et de la communication ;
- le réseau administratif de communication (RAC).

Les ministres compétents fixent par arrêté, chacun en ce qui le concerne, les horaires de travail dans ces services.

Article 4 : Dans les secteurs d'activité autres que les services publics et établissements publics, le repos hebdomadaire et les horaires de travail sont fixés conformément aux dispositions du code du travail.

Article 5 : Aucune disposition du présent décret ne peut être interprétée comme portant atteinte aux droits des travailleurs, tels que reconnus par le code du travail et les conventions collectives du travail.

Article 6 : Les dispositions du décret n°2005-30 du 7 avril 2005 fixant le repos hebdomadaire et les modalités d'organisation de l'horaire officiel du travail sur le territoire national sont abrogées.

Article 7 : Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel.

Nouakchott, le 13 DEC 2007.

ZEINE OULD ZEIDANE



**Le Ministre de l'Emploi, de l'Insertion
et de la Formation professionnelle**

CHEKH EL KEBIR OULD CHBIH



**Pour le ministre de la Fonction Publique
et de la Modernisation de l'administration, absent**

**Le Ministre chargé des Relations avec le Parlement
et la société civile, chargé de l'intérim**

MOHAMED MAHMOUD OULD BRAHIM KHLIL



Ampliations:

MSG/PR	3
SGG	3
MEIFP	10
MFPMA	3
Ts Dpts	30
A.N.	3
J.O.	3

